



## COMPTE RENDU DU COTEC n° 1



### **ELABORATION DES PLANS DE PREVENTION DES RISQUES LITTORAUX de OYE-PLAGE à GRAVELINES et de DUNKERQUE à BRAY-DUNES**

Date : 18 décembre 2013 de 9h00 à 12h00  
Lieu : DDTM 59 – Lille  
Cadre : Réunion du COTEC  
Objet : Présentation de la phase 1 du dossier

Rédacteur : Didier Mazet-Brachet

#### **Présents :**

Cf. Feuille d'émargement

#### **Première partie : Porter à connaissance**

La séance est ouverte par M. Philippe LALARD, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord. Il présente la partie à connaissance de l'aléa de submersion marine résultant des études techniques réalisées sous maîtrise d'ouvrage DREAL. Il introduit ensuite les modalités de l'application du droit des sols en application de l'article R111-2 du Code de l'urbanisme.

M. Manuel Philippe de la DDTM présente ensuite la doctrine ADS qui sera mise en œuvre sur le territoire dans l'attente de l'approbation des PPRL.

#### **Débats :**

La CUD explique que le PAC a un fort impact sur l'urbanisme, en particulier sur le PLU, sur des projets de développement et même sur des projets engagés.

La CUD souhaiterait pouvoir retravailler l'aléa (en particulier sur les hypothèses de brèche). Elle souligne également les réflexions engagées avec le port en ce qui concerne la gestion des écluses et des ouvrages de protection.

Elle souhaiterait retravailler sur la définition de l'aléa de référence car il constitue le socle du futur PPRL. Elle souhaite lever préalablement ce point bloquant car la carte des aléas dans sa forme actuelle n'est pas acceptée.

M. Philippe LALARD précise que ce n'est pas parce qu'on va agir sur les aléas à la source que le principe de l'affichage des risques sera remis en cause. Il est difficilement concevable de requalifier l'aléa aujourd'hui (ce travail a déjà pris beaucoup de temps) et il plutôt proposé de travailler sur les enjeux.

DREAL : Les hypothèses de ruptures de digues découlent de l'application de la circulaire du 27 juillet 2011. La DREAL ne souhaite pas que l'aléa soit remis en cause et modifié aujourd'hui. Elle confirme son souhait de travailler maintenant sur les enjeux.

La CUD remet en cause les différentes versions de la carte des aléas. Elle ne comprend pas comment on peut expliquer aux élus qu'on investit des zones considérables dans la protection et que cela n'a pas d'incidence sur le zonage.

La CUD souligne la perte de crédibilité entre les versions de 2011 et 2012 de la carte des aléas et souligne les problèmes de communication vers les élus et vers la population.

M. Gregory GALVEZ ( ? ) de la CUD précise qu'il n'y a jamais eu remise en cause de la part de la collectivité de la problématique de la rupture. C'est plutôt le moment de la rupture qui est contesté. Selon lui, avec les travaux réalisés, la digue ne peut pas céder à marée montante.

Pour le Port de Dunkerque, le projet de confortement de la digue des Alliés fait suite à une remise à niveau de la protection (absence de travaux sur une longue période) par un retour à l'état initial de l'ouvrage par du renforcement.

M. Gregory GALVEZ ( ? ) précise que l'ouvrage a aujourd'hui été renforcé après les tempêtes de 1949 et 1953. Ça ne correspond pas à la situation initiale.

Le Port de Dunkerque précise que le profil de plage a reculé depuis cette époque.

La CUD demande si les cartes fournies par la DDTM feront apparaître le parcellaire.

M. Manuel PHILIPPPE confirme que les cartes sont bien fournies au 1/5000 cadastral.

Mme MASSON de la DDTM précise que les cartes qui seront fournies sont des cartes intermédiaires en attente des cotes de référence que doit fournir la DREAL.

La DREAL indique que ces cartes seront disponibles très rapidement.

La CUD remet en cause la doctrine imposée par la DDTM et s'interroge sur la valeur réglementaire de celle-ci.

La DDTM indique que la doctrine n'a pas de valeur réglementaire en elle-même. Il s'agit d'une modalité d'application du droit des sols en zones de risque qui correspond à une attente de certaines communes. Si une commune n'accepte pas la doctrine, elle doit exprimer ses réserves afin de pouvoir avancer sur des solutions concertées.

La CUD exprime son souhait de pouvoir construire en zone rouge et attend beaucoup du PPRL pour ouvrir à la constructibilité. Elle demande si des zones agricoles impactées par l'inondation seront constructibles.

M. Manuel PHILIPPPE répond que oui, si on est en zone d'aléa faible / moyen 2100.

La CUD demande si, dans le cadre des certificats d'urbanisme et de l'IAL, il faut prendre en considération la situation 2100.

La DDTM confirme sa position exposée lors des précédents échanges avec les communes : à partir du moment où le PAC est réalisé, on communique.

Mme MASSON précise que la DDTM a déjà mis à jour l'IAL en vue de sa mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

La CUD souhaite impliquer les architectes à la réflexion pour acquérir la compétence à la construction en zones inondables : comment prendre en compte le risque de submersion marine ?

M. Xavier CHAKOWSKI (?) de la CUD souligne que la question de l'aléa reste en suspend et s'étonne d'entendre que l'aléa n'est pas négociable et souhaite au contraire le négocier encore.

La DDTM précise que c'est justement le principe des zones d'intérêt stratégique.

## **Seconde partie : PPRL**

M. Philippe LALARD donne la parole à M. Didier MAZET-BRACHET, représentant le bureau d'études ALP'GEORISQUES retenu pour élaborer les PPRL de Oye-Plage à Gravelines et de Dunkerque à Bray-Dunes.

Le bureau d'études présente le diaporama exposant les différentes phases de la mission :

- Méthodologie et caractérisation des enjeux ;
- Présentation des mesures alternatives envisageables ;
- Communication et concertation mise en œuvre dans le cadre des PPRL ;
- Echancier de la mission.

A la fin de l'exposé, M. Philippe LALARD rend la parole à l'assemblée.

Celle-ci demande : Pourquoi les élus ne sont pas associés au COTEC ?

La DDTM explique que ce sont les services des communes qui sont membres du COTEC mais les élus ne sont pas exclus a priori.

La DDTM précise qu'une réunion technique et une réunion sur le PAC se sont déjà tenues et que le COCON se réunira après réception des observations du COTEC.

La DDTM précise qu'il est attendu un retour des membres du COTEC sur cette première présentation pour le 17 janvier 2014.

La CUD considère que ce délai est trop court pour répondre et ne veut pas se prononcer sur les détails.

L'assemblée s'interroge sur les terrains inondables, actuellement urbanisables au titre du PLU : une indemnisation est-elle prévue s'ils sont déclarés inconstructibles par le PPRL ?

La DDTM répond que non. Il existe une jurisprudence fournie à ce sujet.

La commune de Dunkerque s'interroge sur l'identification des projets. Elle pense que l'organisation de réunions de travail pourrait être peu efficace.

Il est demandé aux communes de faire des propositions pour atteindre les objectifs exposés. La ville de Dunkerque demande ce qu'on entend par « projet stratégique ».

M. Philippe LALARD précise que les projets du maire sont stratégiques.

La CUD s'interroge sur la nécessité de mettre le PLU en conformité avec le PPRL.

La DDTM confirme que oui, c'est indispensable.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et l'assemblée n'ayant plus de questions, M. Philippe LALARD remercie la CUD d'avoir accueilli le COTEC du PPRL en ses murs et lève la séance.